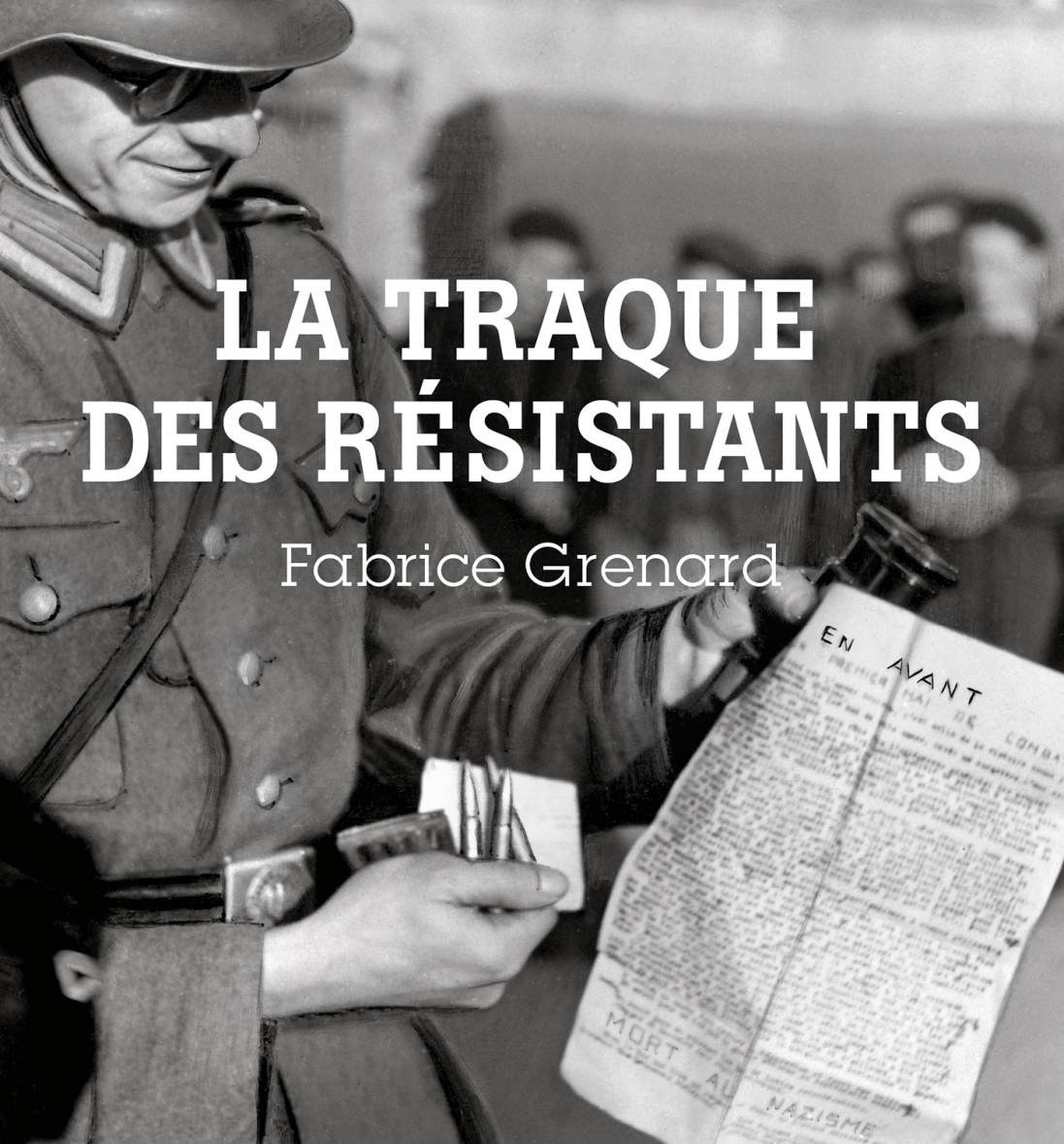




LA TRAQUE DES RÉSISTANTS

Fabrice Grenard

Jean Moulin, Pierre Brossolette,
Honoré d'Estienne d'Orves,
Geneviève de Gaulle...

QUI LES A TRAHIS ?

Tallandier

Ministère des Armées

La Traque des résistants

DU MÊME AUTEUR

La France du marché noir (1940-1949), Paris, Payot et Rivages, 2008 ; rééd. 2012.

Maquis noirs et faux maquis, 1943-1947, Paris, Vendémiaire, 2011 ; rééd. 2013.

Les Scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide, Paris, Payot et Rivages, 2012.

Tulle, enquête sur un massacre, 9 juin 1944, Paris, Tallandier, 2014.

Une légende du Maquis, Georges Guingouin, du mythe à l'histoire, Paris, Vendémiaire, 2014 ; rééd. 2018.

La Drôle de guerre, l'entrée en guerre des Français, septembre 1939-mai 1940, Paris, Belin, 2015.

(avec Jean-Pierre Azéma), *Les Français sous l'Occupation en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2016.

(avec Florent Le Bot et Cédric Perrin), *Histoire économique de Vichy*, Paris, Perrin, 2017.

Fabrice Grenard

La Traque des résistants

TALLANDIER / MINISTÈRE DES ARMÉES

Cet ouvrage est coédité avec le ministère des Armées, secrétariat
général pour l'administration, direction des patrimoines,
de la mémoire et des archives.

© Éditions Tallandier/Ministère des Armées, 2019
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-3213-2

Introduction

« L'angoisse ne cessait de nous habiter [...] chaque bruit isolé dans la rue, chaque ronflement de moteur, le passage de chaque personne pressée dans l'escalier, le bruit d'un trousseau de clés, les appels inattendus d'une voix incon nue dans le soir qui tombait, les flâneurs que nous voyions de notre fenêtre traîner négligemment dans la rue, tout nous faisait frémir », écrit le résistant Pierre de Bénouville (Combat) dans *Le Sacrifice du matin*, l'un des premiers témoignages publiés sur la Résistance intérieure¹. Quelques années après la Libération, un autre résistant célèbre, le colonel Rémy (Gilbert Renault), qui avait dirigé le réseau Confrérie Notre-Dame (CND), déclare à un journaliste : « Quand l'aventure a été finie, la première chose que j'ai éprouvée, c'est un grand, un immense soulagement. Ne plus craindre pour les siens et pour soi. Ne plus vivre dans la hantise d'être suivi. Ne plus se dire, cent fois dans la journée, vingt fois dans la nuit : "Tiendrais-je sous la torture ?" Pendant toute cette période, j'ai eu la certitude que les Allemands finiraient par m'arrêter un jour ou l'autre [...] chaque fois que je tournais le bouton d'une porte, je me disais : "Il y a quelqu'un derrière !" Pas un soir, je ne suis rentré dans une des nombreuses chambres que j'occupais

sans songer qu'ils étaient là, dans l'ombre de la pièce, qu'ils m'attendaient, qu'ils allaient me sauter dessus². »

La peur continuelle d'être découverts et arrêtés caractérise le quotidien de ceux qui ont fait le choix de l'engagement dans la Résistance. Un bruit de pas dans l'escalier menant jusqu'à leur appartement, un coup de sonnette alors que personne n'est attendu, l'impression d'être suivi dans la rue ou dans les transports, la crainte de tomber sur un contrôle constituent une source d'angoisse permanente pour tous les résistants, qui savent que l'arrestation signifie le début d'un sinistre engrenage, celui de l'emprisonnement, de la torture et d'une mort quasi certaine. De fait, l'histoire de la Résistance est inséparable de celle de sa répression : la traque, l'arrestation, l'internement, la déportation ou l'exécution ont marqué la trajectoire de nombreux résistants.

Une lutte inégale

Les hommes et les femmes qui s'engagent dans la Résistance au début de l'occupation allemande sont des citoyens que rien n'a préparés à la vie clandestine et aux règles qui lui sont inhérentes. Devenir clandestin, c'est adopter une fausse identité et une solide couverture permettant de dissimuler la réalité des activités menées. Cela consiste également à n'accorder sa confiance qu'à des personnes totalement sûres, afin d'éviter de possibles dénonciations ou infiltrations. Des précautions particulières doivent être adoptées pour chaque déplacement ainsi que pour l'organisation de rendez-vous ou de réunions, consistant par exemple à ne faire connaître qu'au dernier moment les lieux choisis. C'est enfin respecter un cloisonnement à tous les niveaux afin qu'une personne arrêtée ne puisse

révéler l'identité de ses chefs et livrer les informations susceptibles de faire tomber l'organisation à laquelle elle appartient. Autant de règles indispensables pour échapper à la répression mais que les premiers résistants ne respectaient pas toujours, faute d'expérience. « Nous avons travaillé imprudemment, jusqu'aux premières arrestations³ », témoigne dans ses Mémoires Henri Frenay, le chef du mouvement Combat. Cela explique les erreurs commises par les premières organisations résistantes en zone occupée, qui tombent dans les pièges tendus par des policiers et espions allemands expérimentés et rompus à toutes les méthodes d'enquête et d'infiltration.

Les instruments de la répression allemande qui s'installent en 1940 en France occupée ont depuis plusieurs années prouvé leur efficacité pour traquer les ennemis du Troisième Reich. L'hôtel Lutetia à Paris devient le siège de l'Abwehr, les services secrets de l'état-major militaire allemand, qui ont connu depuis 1938 une profonde réorganisation, sous la direction de l'amiral Canaris, afin d'étendre leurs réseaux de renseignements dans toute l'Europe. En France, ses relais sont suffisamment développés pour alimenter, lors de la période dite de la « drôle de guerre », la croyance en l'existence d'une « cinquième colonne » trahissant le pays de l'intérieur. Dès son installation à Paris en juin 1940, l'Abwehr peut s'appuyer sur un réseau d'agents travaillant pour son compte. Représentant l'« Office central de sécurité du Reich » (*Reichssicherheitshauptamt*, RSHA), l'une des principales institutions du Troisième Reich, dirigée depuis Berlin par Himmler, des commandos de la Sipo-SD s'installent également à Paris, rue des Saussaies, et dans quelques villes de province au cours de l'été 1940. Ils comptent des membres de la tristement célèbre police secrète (*Geheime Staatspolizei*, « Gestapo »),

qui mènent depuis plusieurs années en Allemagne une répression impitoyable contre toutes les formes d'opposition au nazisme.

Le système des VM

Pour des raisons évidentes liées au fait d'agir en territoire étranger, le travail des services allemands s'avère plus difficile en France occupée qu'au sein du Reich. Les agents et policiers allemands ne maîtrisent pas à la perfection la langue française, connaissent mal les milieux dans lesquels ils ont à enquêter, manquent souvent de moyens par rapport à ceux dont ils peuvent disposer en Allemagne. L'occupant recrute des agents autochtones, faisant de la trahison l'un des éléments de base de leur stratégie visant à infiltrer les organisations résistantes pour pouvoir les démanteler.

La trahison constitue ainsi un danger permanent pour les résistants. L'ethnologue Germaine Tillion, qui s'est engagée dès 1940 dans la Résistance, explique que les premiers noyaux, en voulant se développer et intégrer de nouveaux membres, tout en n'étant guère habitués aux règles et précautions nécessaires pour une organisation clandestine, s'exposaient forcément à des infiltrations : « On recrutait trop pour vivre longtemps. Lorsqu'un traître avait pénétré, comme le venin, dans une partie de l'organisme, son ambition était de remonter le long des artères jusqu'au cœur : il n'y parvenait que trop facilement et, ce jour-là, il y avait un réseau de moins et quelques morts de plus⁴. »

À l'origine de la plupart des affaires provoquant la chute de résistants se trouve un traître. Dès les premiers mois de l'Occupation, les différents services allemands recrutent

sur tout le territoire plusieurs centaines de *Vertrauensmänner* (VM, littéralement « hommes de confiance ») chargés de leur servir d'indicateurs et d'infiltrer les organisations de résistance. Les motivations qui amènent ces VM à accepter de servir l'occupant sont variées. Certains, appartenant à des groupements pronazis, le font par engagement idéologique. D'autres agissent pour l'attrait du gain dès lors que les Allemands offrent des rémunérations très élevées, auxquelles s'ajoutent des avantages matériels importants (logement, voiture, priorité en matière de ravitaillement) très appréciables alors que le pays connaît une situation de pénurie et un appauvrissement généralisé. Les Allemands n'hésitent pas également à utiliser des moyens de pression pour amener certaines catégories à travailler pour eux : des petits délinquants arrêtés pour différents types de délits (marché noir, vols) ont pu se voir promettre l'arrêt de toute procédure à leur encontre s'ils acceptaient de coopérer, tandis qu'un refus risquait d'entraîner leur déportation en Allemagne.

Les recrues sont de tous sexes et de toutes nationalités (sauf allemande). Certains profils apparaissent recherchés car ils permettent de pénétrer facilement la Résistance. De nombreux VM sont de jeunes autochtones quelque peu désœuvrés présentant pour l'occupant l'avantage de maîtriser la langue française ainsi que les us et coutumes de leur pays. Ils peuvent au quotidien nouer des liens avec des groupes de résistants (sur leur lieu de travail, au sein de leurs relations amicales, en fréquentant des endroits stratégiques, comme les bars, gares, hôtels...). On trouve aussi parmi les VM des étrangers réfugiés en France (Espagnols, Polonais, Italiens, Tchèques...) susceptibles de passer pour des antinazis. Les Allemands recrutent également dans les bas-fonds de la pègre : quelques bandes de criminels s'il-

lustrent dans la traque des résistants, comme la « Gestapo française » de la rue Lauriston dirigée par Henri Lafont et Pierre Bonny, à l'origine du coup de filet contre les membres de Défense de la France en juillet 1943, ou la « Gestapo de la rue de la Pompe » de Friedrich Berger, qui participe au piège tendu le 16 août 1944 à plusieurs membres des organisations de jeunesse de la résistance parisienne.

Une fois détecté par les services allemands, le VM est ensuite testé et formé par son « traitant » qui lui précise ses missions, le paie et reçoit ses rapports écrits ou oraux. Quand il est confirmé, le VM reçoit un numéro d'immatriculation au fichier central Z de Berlin ainsi qu'un pseudonyme officiel, différents surnoms, des Ausweis, un permis de port d'arme et une arme personnelle, et, selon les cas, une voiture de fonction, voire un appartement. Pour maintenir leur couverture lorsque des arrestations sont organisées grâce aux informations fournies par des VM, ceux-ci peuvent être incarcérés avec les résistants qu'ils ont trahis, puis remis en liberté par le biais d'une fausse évasion ou d'une relaxe en l'absence de preuves pour pouvoir continuer leur travail d'infiltration.

Des VM sont impliqués dans la plupart des coups de filet importants opérés par les Allemands contre des organisations résistantes, comme le montrent les exemples d'Henri Devillers (à l'origine de la chute de Combat zone nord), de Jean-Paul Lien (qui infiltre le réseau Alliance), de Jacques Desoubrie (impliqué dans la chute du mouvement La Vérité française en 1941 ainsi que dans celle de différents réseaux – Comète, Hector, Turma-Vengeance – en 1942 et 1943), de Robert Carré (à l'origine du coup de filet contre le réseau Brutus en novembre et décembre 1943).

Outre l'utilisation d'agents d'infiltration, les Allemands s'efforcent de « retourner » des résistants afin d'obtenir des

renseignements précis sur les organisations auxquelles ils appartiennent, mais aussi pour pouvoir ensuite les utiliser comme agent double. Ces « retournements » s'effectuent parfois au hasard d'une rencontre, contre la promesse d'une forte rémunération, comme le montre le cas du radio Gaessler et son rôle dans la chute du réseau Nemrod. Le plus souvent, ils interviennent à la suite d'une arrestation, lorsque le résistant est à la merci des Allemands, qui usent alors des méthodes les plus perverses pour le retourner : promesses d'avoir la vie sauve, d'échapper à la torture ou menaces de s'en prendre à des proches et à la famille. Ces « retournements » et la trahison de certains résistants ont fragilisé la Résistance, comme le montre l'« affaire Grandclément », responsable de l'OCM dans la région B ayant accepté de coopérer avec le chef de la Gestapo à Bordeaux, Friedrich Dohse.

L'aide des services policiers de Vichy

Pour développer leurs enquêtes, reconstituer les filières et les organisations clandestines, les Allemands bénéficient aussi du travail mené par les services policiers de Vichy. En traquant les résistants et en les livrant à l'occupant, le régime de Vichy signe sa trahison en faveur du Reich. L'article 3 du traité d'armistice pose le principe d'une coopération de l'administration française en zone occupée afin que les intérêts de la puissance occupante soient respectés. Mais Vichy va encore plus loin en multipliant les avances aux vainqueurs dans le cadre de sa politique de collaboration. Son obsession de maintenir les apparences de la souveraineté amène même le régime à préférer que les opé-

rations de police souhaitées par les Allemands soient faites par des forces françaises plutôt que par celles de l'occupant.

Cette collaboration policière a présenté pour les Allemands un avantage considérable dans la lutte livrée à la Résistance. Policiers et gendarmes français sont plus à l'aise pour agir sur un terrain qu'ils connaissent mieux que les services de l'occupant. Ni le MbF ni la Sipo-SD ne disposent de toute façon des effectifs suffisants pour surveiller l'ensemble de la population. Après l'arrivée de Karl Oberg à Paris en juin 1942, la Sipo-SD s'appuie sur 2 400 hommes, 3 000 après l'invasion de la zone sud, un effectif très faible pour traquer les résistants sur l'ensemble du territoire.

La répression des communistes et des FTP relève presque exclusivement des policiers français, qui remettent ensuite aux Allemands les personnes arrêtées : les brigades spéciales des Renseignements généraux et de la préfecture de police réussissent à démanteler les principaux groupes de FTP auteurs d'attentats (les « bataillons de jeunesse » et le « groupe Brustlein en 1941, le groupe Manouchian à l'automne 1943). Les Allemands organisent alors des procès spectaculaires au cours desquels la plupart des combattants communistes sont condamnés à mort, comme ce fut le cas lors du procès dit du Palais-Bourbon en mars 1942, celui de la maison de la Chimie en avril 1942 ou encore le procès dit de l'Affiche rouge en février 1944.

La Résistance face à la répression

Face à la répression, la Résistance ne reste pas passive, renforçant les règles de sécurité et offrant à ses membres les moyens de vivre dans la clandestinité. Les résistants changent peu à peu leurs comportements. Les communica-

tions et rendez-vous s'entourent de précautions, avec une séparation croissante entre les activités illégales et ce qui relève de la vie normale. La correspondance s'effectue par l'intermédiaire de messages codés déposés dans des « boîtes aux lettres » correspondant à des adresses fictives pour ne pas compromettre les destinataires. Les résistants ne se réunissent plus sur leur lieu de travail ou à leur domicile, devenus trop dangereux. Ils préfèrent des endroits tenus secrets jusqu'au dernier moment. Les personnes les plus exposées changent d'identité et adoptent des pseudonymes qui deviennent leur nom dans la Résistance. Lorsqu'un résistant est arrêté, il a pour consigne de tenir sous la torture et de ne pas parler pendant vingt-quatre ou quarante-huit heures, le temps que des mesures de sécurité puissent être prises (annulation des rendez-vous prévus, « mise au vert » des principaux contacts du résistant arrêté, changement d'adresse pour les principales « boîtes aux lettres » utilisées).

Pour riposter aux arrestations, les résistants refusent de n'être que des personnes traquées. Ils se transforment à leur tour en « chasseur » en s'attaquant à ceux qui les menacent. Les indicateurs travaillant pour le compte des Allemands sont poursuivis sur tout le territoire par les corps francs de la Résistance spécialisés dans les « actions spéciales », parmi lesquelles figure l'exécution des traîtres et des collaborateurs. Les magistrats impliqués dans la répression de la Résistance sont également menacés. L'une des actions les plus spectaculaires en la matière est l'exécution le 12 décembre 1943 par un commando FTP-MOI du conseiller de la cour d'appel de Lyon Jacques Faure-Pinguely, en réponse à la condamnation à mort par la section spéciale de deux militants communistes, Simon Frid et Émile Bertrand. Certaines unités de police, comme les brigades spéciales,

font elles aussi l'objet d'actions violentes menées par des commandos de la Résistance. Deux commissaires de police sont tués et deux inspecteurs blessés lors d'attentats organisés à Paris en 1943 par les groupes spéciaux des FTP.

Le bilan de la répression n'en reste pas moins très lourd pour la Résistance. Le « tableau de chasse » des services allemands est impressionnant. Au total, pour l'ensemble des zones nord et sud, la répression allemande a entraîné l'exécution d'environ 2 500 personnes condamnées à mort et de 735 otages, la déportation de 62 000 prisonniers dits de répression (n'incluant pas les déportés raciaux), dont 40 % environ ne sont pas revenus, et le meurtre de quelque 15 000 personnes au cours des opérations de représailles menées en 1944 lors des interventions contre les maquis ou des combats qui se sont développés dans le cadre de la Libération à partir du débarquement allié*.

Les services policiers allemands ont enregistré d'importants succès, le plus important étant d'avoir neutralisé les principaux représentants du général de Gaulle en métropole, que ce soit Jean Moulin (arrêté à Caluire le 21 juin 1943), Pierre Brossolette et Émile Bollaert (arrêtés le 3 février 1944 près d'Audierne dans le Finistère) ou Jacques Bingen (arrêté le 13 mai 1944 à Clermont-Ferrand). Toutes les organisations de la Résistance, les réseaux comme les

* Des estimations souvent très différentes ont pu être avancées sur le bilan total de la répression allemande. Nous reprenons ici les chiffres donnés par Thomas Fontaine dans son article « La répression de la Résistance », in Laurent Douzou et Tristan Lecoq (dir.), *Enseigner la Résistance*, CANOPE éditions, 2016. Encore faut-il ajouter pour être complet sur la totalité du territoire français le bilan de la répression dans deux zones spécifiques avec les 515 fusillés et 5 500 déportés du Nord-Pas-de-Calais (rattaché entre 1940 et 1944 au commandement militaire de Bruxelles) et les quelque 30 000 personnes arrêtées dans les départements d'Alsace et de Moselle annexés au Reich.

mouvements, ont été touchées par des vagues d'arrestations qui ont contribué à les fragiliser, voire à les faire totalement disparaître. Le réseau dit du musée de l'Homme ou le mouvement Combat-Nord n'ont pu survivre aux coups de filet opérés par les Allemands au printemps 1941 pour le premier, au début de l'année 1942 pour le second. Les principaux maquis qui se sont développés dans les massifs de la zone sud ont tous été anéantis, comme le montrent l'exemple du maquis des Glières, démantelé fin mars 1944, ou celui du Vercors, attaqué fin juillet 1944.

Mais si la Résistance a consenti de lourds sacrifices, les Allemands ne sont toutefois pas arrivés à leurs fins : la répression violente et brutale et les arrestations spectaculaires n'ont pas réussi à éradiquer la Résistance française, qui apparaît bien plus forte en 1944 qu'au début de l'Occupation, prouvant par là même que malgré les coups portés, elle n'a jamais cessé de croître, de se renforcer et d'élargir son audience et ses soutiens au sein de la société française.

Dix-sept affaires représentatives

Les principales affaires ayant entraîné la chute de résistants de premier plan, et parfois le démantèlement total de leur organisation, n'ont cessé d'alimenter les polémiques depuis la fin de la guerre. Certaines continuent d'être entourées d'un certain mystère et n'ont pas livré tous leurs secrets. Les fonds récemment ouverts des services secrets conservés au SHD de Vincennes (sous-série GR 28 P) permettent de disposer d'une documentation nouvelle sur le sujet. Ils rassemblent l'ensemble des documents saisis auprès des organismes de répression allemands et

les interrogatoires d'un certain nombre de VM arrêtés à la fin de la guerre. Ces archives nous renseignent sur les méthodes employées par les Allemands et sur l'identité des VM utilisés. Elles permettent aussi de mieux comprendre comment fonctionnait la Résistance grâce aux nombreux documents saisis lors des perquisitions et arrestations ainsi qu'aux rapports rédigés par les VM sur ce qu'ils voyaient au sein des organisations qu'ils avaient pu infiltrer.

Sans être exhaustifs, les dix-sept exemples concrets choisis sont représentatifs à la fois des différents acteurs intervenant dans le processus de répression et de la diversité de la Résistance. Les affaires sélectionnées illustrent le rôle de l'administration militaire allemande en France chargée du maintien de l'ordre, de l'Abwehr, spécialisée dans le contre-espionnage, de la Sipo-SD, affectée aux enquêtes policières et dont faisait partie la Gestapo. Elles concernent des organisations résistantes de natures différentes, les mouvements, réseaux, maquis, le parti communiste, sans oublier le cas des agents de la France libre envoyés sur le sol français. En rappelant l'histoire de ces organisations traquées par les Allemands avant d'expliquer la façon dont elles ont été démantelées, il s'agit aussi d'évoquer le sacrifice des résistants tombés sous le coup de la répression allemande, leur trajectoire, le sens de leur engagement et de leur combat.

PREMIÈRE PARTIE

1940-1942

INFILTRATION ET DÉMANTÈLEMENT DES PREMIERS RÉSEAUX ET MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE

Au lendemain de leur victoire de mai-juin 1940, les Allemands, qui occupent les deux tiers du territoire français conformément au traité d'armistice signé le 22 juin 1940, ont plusieurs priorités. Favoriser un maintien de l'ordre indispensable pour sortir de la situation de chaos dans laquelle se trouve la France et permettre au pays de retrouver la stabilité nécessaire pour assurer les bonnes conditions de l'occupation. Garantir la sécurité des troupes d'occupation, ce qui passe par une lutte contre toute forme de résistance susceptible de se développer contre leur présence. Empêcher que des réseaux en lien avec Londres ne prennent pied en France alors que la Grande-Bretagne est seule à continuer le combat contre le Reich. Veiller enfin à ce que le régime de Vichy respecte bien les conventions d'armistice et ne mène aucune initiative susceptible d'aller à l'encontre des intérêts de la puissance occupante.

Pour parvenir à leurs fins, les Allemands s'appuient sur plusieurs institutions qui s'installent en zone occupée à par-

tir de l'été 1940. Si elles ont pu être parfois concurrentes, elles sont toutes au service d'un même objectif : tuer dans l'œuf les premières formes de résistance qui tentent de se développer en France.

Au cours des deux premières années de l'Occupation, le principal acteur de la répression est le *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MbF¹) qui mène une politique de « sécurité et de maintien de l'ordre » dans les territoires occupés mais aussi de surveillance administrative de Vichy. Le MbF possède une administration centrale, installée à Paris dans les locaux de l'hôtel Majestic, ainsi que des relais dans chaque département de la zone occupée avec les *Feldkommandanturen*. Le MbF dispose de plusieurs structures capables de participer sur le terrain aux enquêtes, opérations de contrôle, rafles et arrestations. La *Feldgendarmarie* (FG) est chargée des tâches quotidiennes permettant de veiller au bon respect par les populations des réglementations introduites par l'occupant (contrôle de la circulation, des papiers, respect du couvre-feu, des interdictions diverses...). Les troupes de sécurité (*Landeschützenbataillone* et *Sicherheitsstruppen*) doivent surveiller les points les plus sensibles, comme les principales infrastructures de communication, les bases militaires allemandes (ports, bases sous-marines, aérodromes) et les camps d'internement contrôlés par l'occupant. La *Geheime Feldpolizei* (GFP, police secrète de campagne) est chargée des enquêtes sur les attentats et les actions menées par les groupes de résistance.

Si le MbF est spécialement créé dans le cadre de l'Occupation, des institutions existant avant la guerre s'implantent en France pour y développer leurs activités. Relevant du haut commandement militaire allemand (OKW), l'Abwehr, spécialisée dans le contre-espionnage, installe en juin et juillet 1940 quatre postes principaux (*Abwehrstelle*, AST)

en zone occupée, à Paris, Saint-Germain-en-Laye, Angers et Dijon. En juillet 1940 s'installe également à Paris, sous la direction du lieutenant SS Helmut Knochen, un commando spécial de la Sipo-SD (*Sicherheitspolizei und Sicherheidinst*) dépendant du RSHA (Office central de la sécurité du Reich*). L'objectif principal de cette institution consiste à traquer tous les ennemis du Reich qui peuvent se trouver en France (antinazis, Juifs, communistes, francs-maçons...).

Ces différentes institutions se montrent particulièrement efficaces en zone occupée pour réprimer les premières organisations résistantes, dont certaines ne dépassent pas quelques mois d'existence. Parmi les organisations totalement démantelées en 1941 figurent notamment le réseau Nemrod que tentait d'implanter en métropole le Français libre Honoré d'Estienne d'Orves (chapitre premier), l'organisation développée depuis le musée de l'Homme par Boris Vildé (chapitre II), ou encore celle qui se cache derrière le journal clandestin *La Vérité française* (chapitre III). Les Allemands parviennent également au cours de cette période à empêcher le mouvement développé par Henri Frenay en zone sud de s'implanter en zone nord (chapitre IV) et neutralisent les services secrets de Vichy qui tentaient de survivre dans la clandestinité malgré le traité d'armistice qui impliquait leur dissolution (chapitre V).

* En 1939, Himmler a réuni dans une même entité la police de sécurité du Reich (Sipo), qui se divise elle-même en deux branches, la *Kriminalpolizei* (Kripo, police criminelle chargée des crimes de droit commun) et la *Geheime Staatspolizei* (la fameuse Gestapo, qui exerce le rôle d'une police politique), avec le service de sécurité (SD) développé par la SS pour collecter des renseignements sur ses ennemis. Cette fusion fait que l'on parle à partir de cette date de la Sipo-SD pour qualifier la police de sûreté de l'État et les services de sécurité nazis, placés sous l'autorité du *Reichssicherheitshauptamt* (Office central de sécurité du Reich) que dirige Heydrich.

CHAPITRE PREMIER

Alfred Gaessler et la trahison du réseau d'Honoré d'Estienne d'Orves

Au cours de la première année de l'Occupation, alors que la Résistance en métropole n'en est encore qu'à ses balbutiements, la répression allemande cible prioritairement les « réseaux » en lien avec Londres qui collectent des renseignements stratégiques et organisent des filières d'évasion ou de prise en charge des soldats alliés bloqués sur le sol français pour leur permettre de regagner l'Angleterre. Souvent initiés par les Britanniques pour agir au sein de l'Europe continentale sous domination allemande, ces réseaux, qui apparaissent en France dès l'été et l'automne 1940, jouent un rôle crucial dans la guerre qui se poursuit entre la Grande-Bretagne et le Reich.

Pour ne pas laisser l'initiative sur le sol français aux seuls services britanniques, ceux de l'Intelligence Service (IS) et du Special Operations Executive (SOE*), la France libre se dote dès juillet 1940 de ses propres services secrets. De

* Le SOE a été spécialement créé en juillet 1940, alors que la Grande-Bretagne était seule à continuer la guerre, pour agir dans les territoires occupés par l'Allemagne et permettre d'affaiblir le Reich de l'intérieur. Il s'agissait, selon une formule restée célèbre de Churchill, de « mettre le feu à l'Europe ».

Gaulle nomme André Dewavrin (« colonel Passy ») à la tête d'un 2^e bureau, le futur Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Dès l'été 1940, des agents de la France libre sont envoyés de l'autre côté de la Manche pour y mener des missions d'observation et de renseignements. Le tout premier de ces agents, Jacques Mansion, débarque clandestinement en Bretagne fin juillet 1940. Il est suivi en août par Maurice Duclos, Pierre Fourcaud et Gilbert Renault (le futur « colonel Rémy »). Après ces initiatives pionnières visant à établir des liens avec la métropole, le lieutenant Honoré d'Estienne d'Orves, l'un des tout premiers officiers à avoir rejoint la France libre, est envoyé à sa demande en Bretagne fin décembre 1940 avec pour mission de développer un véritable réseau de renseignements capable d'avoir des relais dans plusieurs régions de France, le réseau Nemrod.

Du côté allemand, du fait de sa spécialisation dans le contre-espionnage, c'est l'Abwehr qui apparaît en première ligne pour lutter contre les réseaux. L'arrestation d'Honoré d'Estienne d'Orves quelques semaines seulement après son arrivée en France et le démantèlement du réseau Nemrod avant même qu'il ne puisse véritablement entrer en action constituent un succès important pour l'antenne française de l'Abwehr.

*Honoré d'Estienne d'Orves,
pionnier de la France libre*

Issu d'une longue lignée de nobles provençaux, ardent catholique et profondément patriote, Honoré d'Estienne d'Orves est l'un des rares officiers à rejoindre de Gaulle au cours de l'été 1940. Lieutenant de vaisseau, ancien élève

de l'École polytechnique et de l'École navale, il se trouve en juin 1940 sur le croiseur *Duquesne*, basé à Alexandrie, dans l'escadre de l'amiral Godfroy. Refusant la défaite, il décide de désertir en juillet 1940 pour continuer le combat. Portant désormais la moustache, il sera dans la clandestinité « Châteaueux ». Essayant dans un premier temps de rallier à Djibouti le général Legentilhomme, commandant les troupes françaises de la Côte française des Somalis, qui avait annoncé son intention de continuer la guerre aux côtés de l'Empire britannique, Estienne d'Orves rejoint de Gaulle en septembre 1940, après un long périple de deux mois autour de l'Afrique.

À Londres, accueilli chaleureusement par l'amiral Muselier, il est inscrit sur les effectifs des Forces navales françaises libres (FNFL). Chronologiquement, il est le treizième (c'est son départ d'Alexandrie qui est pris en compte pour dater son ralliement), recevant la carte n° 3157 au nom de « Châteaueux ». Il est élevé au grade de capitaine de corvette. Alors qu'il souhaitait être embarqué le plus rapidement possible sur une unité opérationnelle, Estienne d'Orves est affecté en octobre 1940, du fait de la pénurie d'officiers d'état-major, à la tête du 2^e bureau de la France libre, sous la direction du colonel Passy. À partir de différents canaux (le courrier venant de France, les témoignages de ceux qui ont rejoint le sol anglais), il rédige des rapports aussi précis que possible sur la situation en France occupée afin que les Français libres ne soient pas trop coupés des réalités métropolitaines.

Mais « Châteaueux » ne saurait être un simple homme de bureau. Il cherche à étancher la soif d'action qui le tenaille depuis la défaite de juin 1940. Dès novembre 1940, Estienne d'Orves songe à se rendre lui-même en France pour constituer et coordonner un réseau embryonnaire,

qui commence à fonctionner depuis la métropole grâce à Jan Doornik et Maurice Barlier, deux agents de la France libre qui ont rejoint la Bretagne en septembre 1940 pour y effectuer du renseignement (repérage des installations de la marine allemande notamment). L'organisation doit être développée et surtout se doter d'une radio capable d'établir une liaison régulière entre la France et Londres afin de faire remonter les différentes informations collectées.

Cette mission est dans un premier temps refusée par sa hiérarchie, qui s'oppose à son départ. Pour l'amiral Muselier, une telle expédition, qualifiée de « condamnation à mort », semble trop prématurée et déraisonnable. Le colonel Passy considère quant à lui qu'il n'est pas dans les attributions d'un chef de service de prendre la place d'un agent opérant sur le terrain. Mais Estienne d'Orves ne désarme pas et obtient une audience de De Gaulle en personne. Lui expliquant tout l'intérêt qu'il y aurait à établir des contacts avec les premières organisations résistantes qui semblent se constituer en France, il reçoit l'autorisation de partir.

La veille de son embarquement, Estienne d'Orves écrit à sa femme Éliane, lui donnant pour la première fois de ses nouvelles depuis son entrée en clandestinité et lui expliquant les motifs de son action :

« Je n'ai pu, depuis le 10 juillet, t'écrire directement. J'ai craint des représailles d'abord. Et puis lorsque, arrivé en Angleterre, j'ai pu savoir que l'on laissait en paix les familles de ceux qui continuaient la lutte, j'étais déjà engagé dans la voie que je suis maintenant et j'ai préféré rester le plus ignoré possible. [...] Tu as compris pourquoi j'agissais ainsi. Je ne peux, vois-tu, pas admettre l'idée d'une France vassale. Je sens que c'est travailler pour mes enfants que de tenter de libérer notre patrie. [...] J'ai été chargé du service de

renseignement. Des amis à nous sont partis pour la France relever le moral de nos concitoyens et saper l'œuvre des Allemands. J'ai voulu prendre ma part dans ce travail, c'est pour cela que je pars moi aussi. C'est bien de souhaiter la défaite des Allemands. Mais ils sont forts. Il faut aider l'Angleterre à les vaincre afin qu'ensuite elle puisse libérer la France. Et alors, nous qui avons combattu, nous serons là pour refaire une France française¹. »

La mise en place du réseau Nemrod

Estienne d'Orves et son radio Alfred Gaessler débarquent le 21 décembre d'un petit bateau de pêche près de Plogoff. Les deux hommes sont hébergés par la famille Normand, dans une petite maison isolée, située dans la lande battue par les vents, sur les hauteurs du versant sud de la pointe du Raz. Gaessler installe son poste radio dans la cuisine. Le message rédigé par Estienne d'Orves sur des notes de bistro à en-tête jaune Pernod, envoyé dans la soirée, quelques heures après avoir débarqué sur le sol français, constitue la première liaison entre la France occupée et l'Angleterre : « Tout va bien ici, je renvoie le bateau à Penzance. Je pense partir d'ici deux jours pour Nantes puis... suite de ma mission. Les Bretons sont épatants, vive la France. *God save the King**. »

La Bretagne offre une dimension stratégique importante, permettant de surveiller les installations militaires allemandes développées le long des côtes françaises tout

* AN, BCRA, 171 MI 27. Les messages codés sont envoyés aux services de transcription britanniques qui les transmettent ensuite aux services de la France libre.

en facilitant la communication avec l'Angleterre. C'est là qu'Estienne d'Orves doit implanter son réseau, qui s'appellera « Nemrod », du nom du « vaillant chasseur devant l'éternel » évoqué dans la Bible. Mais l'objectif n'est pas de se limiter à la seule Bretagne. Estienne d'Orves envisage de se rendre à Paris afin d'établir des liens avec d'autres réseaux et de travailler à l'unification de la Résistance naissante en France occupée.

Au cours des semaines qui suivent son arrivée, il s'attelle à développer l'implantation de son organisation. Le 24 décembre 1940, il se rend dans la région de Nantes, haut lieu de l'administration allemande et siège de la région militaire 518 placée sous l'autorité du *Feldkommandant* Karl Hotz, afin d'y constituer une équipe de renseignements autour de la famille Clément, à Chantenay-sur-Loire. L'objectif de cette antenne du réseau est de collecter des informations sur les QG allemands, les centres d'approvisionnement, les arsenaux, les centres d'aviation et les mouvements des navires. Puis le 31 décembre, Estienne d'Orves se rend à Paris afin d'y nouer des contacts. Il effectue également début janvier 1941 un court séjour en Normandie, avant de retourner à Nantes, dans la maison des Clément.

L'arrestation et le procès

Dans la nuit du 21 au 22 janvier 1941, un mois seulement après son arrivée en France, « Châteaueux » est arrêté. La maison des Clément où il était logé a été entièrement cernée par les Feldgendarmes, ne laissant à Estienne d'Orves, qui tente de se débattre, aucune possibilité de fuite.

Au cours de la même nuit, plusieurs membres du réseau Nemrod sont interpellés à Nantes. Tous sont emmenés au 24, boulevard Gabriel-Guist'hau, siège du contre-espionnage allemand. En quelques jours, c'est tout le réseau Nemrod qui est démantelé. Le 14 février 1941, les Allemands arraisonnent le *Marie Louise* au large de Plogoff et arrêtent son équipage alors que le bateau de pêche transportait du matériel – notamment un nouveau poste émetteur – et différents documents à destination du réseau Nemrod.

D'abord transférés à Berlin, Estienne d'Orves et les membres de son réseau sont ensuite renvoyés en France pour être incarcérés à la prison du Cherche-Midi puis à Fresnes. Le procès du réseau Nemrod s'ouvre le 13 mai 1941 devant la cour martiale allemande de Paris. Prenant sur lui l'entière responsabilité des faits, Estienne d'Orves cherche à disculper ses compagnons. La cour martiale prononce neuf condamnations à mort pour faits d'espionnage. Six sont commuées en peine de prison, mais trois sont confirmées, celles du capitaine de vaisseau et de ses deux adjoints (Maurice Barlier et Jan Doornik).

L'occupant, qui reconnaît les motivations patriotiques des condamnés, semble vouloir dans un premier temps sursoir à l'exécution. Mais à la suite des attentats communistes de l'été 1941, les trois hommes sont exécutés le 19 août 1941 au mont Valérien, devenant les premiers « martyrs de la France libre ». Sollicité par le conseiller juridique allemand Keyser sur le sort à réserver au capitaine d'Estienne d'Orves, Hitler a refusé d'accorder sa grâce. Cette exécution fait l'objet d'une certaine publicité de la part des Allemands, sans doute pour impressionner la population française. Un communiqué et une affiche diffusent la nouvelle.

La trahison de Gaessler

La chute du réseau Nemrod a été provoquée par la trahison du radio Alfred Gaessler (« Marty »), l'homme qui accompagnait Estienne d'Orves lors de son débarquement près de Plogoff le 21 décembre 1940. « Châteaueux » souhaitait absolument être secondé dans sa mission par un opérateur radio car cela permettait de communiquer en Angleterre les renseignements urgents, impossibles à transmettre par courrier. Mais les radios sont plutôt rares au sein des Forces françaises libres. Estienne d'Orves se tourne vers un Alsacien de 20 ans, Alfred Gaessler, ancien quartier-maître radio sur le *Minerve*, où il s'était engagé en 1937. Arrivé en juin en Angleterre, il sert sur le *Triomphant*, contre-torpilleur des Forces navales françaises libres, commandé par le capitaine Philippe Auboyneau. En novembre 1940, Gaessler se porte volontaire pour une mission en France. Il présente pour Estienne d'Orves l'immense avantage de parler couramment allemand, ce qui est très précieux pour pouvoir espionner l'occupant. Il semble également désireux de passer à l'action et remplir des missions sur le terrain, comme le montre sa demande de nouvelle affectation envoyée à son supérieur, le capitaine Auboyneau, le 28 novembre 1940 : « Parlant deux langues, l'anglais et l'allemand, je suis certain que mon poste et ma place ne sont pas sur un bâtiment où mes connaissances en langues étrangères ne peuvent servir à rien. En conséquence, j'ai l'honneur de solliciter mon débarquement du *Triomphant* et mon affectation au bataillon des fusiliers marins². »

Au moment de l'engager, Estienne d'Orves ne semble pas avoir été marqué par le caractère quelque peu instable de Gaessler. Au cours des semaines qui suivent son arrivée en